

Quelle est l'ampleur du terrorisme dénoncé par Cuba aux Etats-Unis ?

Quelle est l'ampleur du terrorisme dénoncé par Cuba aux Etats-Unis ?

Depuis 1998, Cuba a été relativement assidue à soumettre aux Etats-Unis les noms des organisateurs, des financiers et des exécutants de plans violents contre l'île.

Auteur : Jorge Ernesto Angulo Leiva | jorgeernestoanguloleiva@gmail.com

Les données réelles et précises peuvent détruire n'importe quel mensonge. Depuis juin 1998, Cuba échange des informations avec les autorités américaines sur les terroristes basés aux États-Unis, d'origine cubaine, organisateurs, financiers et exécutants de plans violents sur l'île ou sur le territoire américain lui-même, protégés par l'impunité judiciaire.

Cela a été confirmé par les autorités du ministère de l'intérieur et les chercheurs en la matière, qui ont expliqué à plusieurs reprises, comme ce fut le cas lors d'une récente émission de télévision Mesa Redonda (Table ronde), les efforts déployés par les Grandes Antilles pour partager des informations sur ce fléau avec leur voisin du nord.



Une partie du passé et une stratégie pour le présent

Lors des premières réunions jusqu'en 2010, ont-ils expliqué, des preuves d'attaques contre des installations touristiques cubaines au cours de la dernière décennie du XXe siècle ont été montrées.

Cependant, ce n'est qu'en novembre 2015 que ce lien entre les deux pays a été élargi, avec l'établissement d'un mécanisme de dialogue bilatéral sur l'application et le respect de la loi, qui a donné lieu à six nouveaux cycles de négociations, ont-ils ajouté.

Un peu plus d'un semestre plus tard, en juillet 2016, les autorités de l'île ont fourni des informations d'identification sur 51 terroristes cubains basés aux États-Unis ; et un mois plus tard, elles ont remis des preuves physiques et testimoniales sur quatre autres citoyens, avec les mêmes conditions de résidence et d'origine, détenus en avril 2014 avec la mission d'assaillir une unité militaire, une prison, et de prendre l'aéroport de Villa Clara.

Le deuxième chef de l'organe spécialisé de la direction des enquêtes criminelles du ministère de l'intérieur, le colonel Víctor Álvarez Valle, a rappelé le lancement d'engins explosifs à La Havane entre avril et juillet 2017, organisé sur le sol américain par les Cubains Jorge Luis Fernández Figueras et Iván Leiva Basulto.

Les actions dirigées depuis l'étranger, telles que le caillassage et l'incendie d'autobus publics, la contamination de sources d'eau potable, les agressions contre les autorités et contre les sièges diplomatiques, a-t-il dit, montrent « que ces terroristes agissent en toute impunité ».

Les autorités de l'île ont informé et demandé une coopération sur le détournement d'avions en octobre 2022 et mars 2023, des actes de piraterie aérienne classés comme crimes dans les conventions internationales ratifiées par les deux pays, a déclaré le colonel.

En avril 2023, La Havane a accueilli une réunion technique avec des représentants du Federal Bureau of Investigation (FBI), au cours de laquelle la partie locale a reproché aux invités leur inaction face aux terroristes opérant sur leur territoire, a-t-il ajouté.

Il a également souligné le refus de participer à une vidéoconférence sur les attaques contre le siège diplomatique des Grandes Antilles aux États-Unis le 30 avril 2020 et le 24 septembre 2023, ainsi que l'acquittement des charges retenues contre l'auteur de l'attaque, Alexander Alazo Baró.

Le chercheur José Luis Méndez Méndez, titulaire d'un doctorat en sciences, a mis l'accent sur la politique de deux poids, deux mesures qui consiste à inclure Cuba dans la liste des sponsors présumés du terrorisme, tout en tolérant toutes les activités dénoncées et en insistant pour les introduire sur l'île.

Il a également fait allusion à la libération par le président américain Joe Biden d'Eduardo Arocena, qui a dirigé l'assassinat du diplomate cubain Félix García. « Je ne vois pas de différences, il y a une continuité historique, les événements ont été pratiquement les mêmes », a-t-il souligné.

Ces actes visent à affecter l'économie nationale, à intimider les voyageurs et les investisseurs étrangers, à nous épuiser et à nous donner l'image d'une nation instable, a-t-il ajouté.

Un autre aspect de la question est l'utilisation des réseaux sociaux à des fins terroristes, soulignant leur capacité d'articulation, le potentiel de diffusion du discours de ces organisations et l'impunité de publication.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/360209-quelle-est-lampleur-du-terrorisme-denonce-par-cuba-aux-etats-unis>



Radio Habana Cuba